

CE MONDE QUI BOUGE

Bruxelles, quand deux générations d'islamistes se croisent

La capitale belge a une histoire ancienne avec les islamistes. Dans les années 1990, elle a été à la fois une base de repli, de planque, de transit notamment pour les membres des réseaux du Groupe islamique armé (GIA). Et sans doute pour d'autres activistes islamistes. C'est à Bruxelles qu'Ali Touchent, tué en mai 1997 à Alger, s'était installé pour préparer la vague d'attentats qui allait ensanglanter Paris durant l'été 1995. C'est dans la capitale belge qu'il a rencontré le Français d'origine algérienne Safé Bourada, chef du réseau du GIA de Chasse-sur-Rhône, l'homme qui a assuré la logistique à Boualem Bensaïd et Aït Belkacem, venus spécialement d'Alger via la Turquie et l'Italie pour commettre les attentats de la station RER Saint-Michel à Paris⁽¹⁾. C'est aussi à Bruxelles que se planquait l'un des organisateurs des attentats du métro parisien, le Français d'origine algérienne Farid Melouk avant son arrestation rocambolesque en mars 1998.



Par Hassane Zerrouky

Dans la capitale belge toujours, la galaxie du GIA, avant de se transformer en GSPC (Groupe salafiste pour le combat et la prédication), comptait de nombreux «militants» d'origines diverses. Parmi eux, le Tunisien Tarek Maaroufi, soupçonné d'avoir fourni les faux documents ayant permis aux deux terroristes marocains Kacem Bakkali et Karim Touzani de se rendre en Afghanistan et d'assassiner Shah Massoud le 9 septembre 2001, deux jours avant les attentats du World Trade Center. Condamné en 1995 à trois ans de prison avec sursis pour appartenance au GIA, avant d'être déchu de la nationalité belge, Tarek Maaroufi a regagné la Tunisie en mars 2012 où il a vite repris du service. Lors de ce procès de 1995, ont été condamnés deux Marocains, les frères Ali et Youcef Al-Marja, mais aussi Ahmed Zaoui, membre de la direction de l'ex-Front islamique du salut (FIS), suspecté d'être le chef du GIA en Europe. Condamné à quatre ans de prison avec sursis, Zaoui s'est «enfui» vers la Suisse avant d'atterrir en 2002 en Nouvelle-Zélande.

Quant à Farid Melouk, libéré en 2009, après avoir purgé une peine de neuf ans de prison, il a repris du «service» selon l'ex-juge antiterroriste Marc Trévidic et effectué plusieurs fois le voyage à Bruxelles. Et ce, avant que les policiers français ne retrouvent sa trace à la suite des attentats du 13 novembre dernier à Paris. En effet, sur le téléphone portable de la Franco-Marocaine Hasna Aït Boulahcen tuée à Saint-Denis (région parisienne), les policiers découvrent une photo prise en Syrie. Publiée par le site Médiapart, elle le montre aux côtés d'Abdelhamid Abaaoud, cousin de Hasna et chef du commando auteur du carnage perpétré au Bataclan à Paris. Melouk figure également sur des photos aux côtés de Djamel Beghal, un ancien du GIA aujourd'hui en résidence surveillée en France, et de Cherif Kouachi, l'un des deux frères auteurs du carnage de *Charlie Hebdo*.

Les exemples ci-dessus révèlent ainsi l'existence de filières islamistes anciennes, que l'on croyait démantelées, où se croisent deux générations de terroristes, celle des années 90 qui ne s'est pas repentie, et la nouvelle, plus jeune, ayant grandi dans son ombre, aujourd'hui membre de Daesh. Molenbeek, ce quartier de Bruxelles présenté comme une plaque tournante des réseaux islamistes où, pas plus tard que mardi dernier, onze recruteurs de Daesh ont été arrêtés, est certainement cet arbre qui cache la forêt islamiste. Quand on sait, par exemple, que la Grande Mosquée de Bruxelles a été financée par l'Arabie Saoudite, la gestion en ayant été confiée aux Saoudiens pour 99 ans, et que le Centre islamique et culturel de Belgique (CICB) également fondé par les Saoudiens et présidé par l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, est en fait le siège européen de la Ligue islamique mondiale, ONG panislamiste basée à La Mecque, créée en 1962 pour contrer les idées progressistes, il ne faut pas s'étonner des progrès du salafisme wahabbite en Belgique et ailleurs en Europe.

En effet, gravitent autour de ces deux institutions une série de pseudo-centres «culturels», une université islamique et une nuée d'organisations et de groupuscules islamistes radicaux comme le groupe «Sharia4Belgium» qui a organisé des manifestations dans la capitale belge appelant à transformer la Belgique en... Etat islamique !

Terminons sur un point. Après les tueries de Paris en janvier et novembre 2015, puis les attentats de Bruxelles, avec en toile de fond, les tueries au quotidien en Syrie, en Libye et les menaces pesant sur la Tunisie et l'Algérie, les tenants du «qui-tue-qui ?» me semblent bien silencieux. Que deviennent-ils ? On ne les entend plus, alors qu'on s'attendait à ce qu'ils imputent cette vague d'attentats à une manipulation fomentée par les services syriens, voire, pour qu'il n'y ait rien, par le FSB russe. Les temps changent...

H. Z.

(1) Hassane Zerrouky. *La Nébuleuse islamique*. Editions-1 (Calmann-Levy).

COOPÉRATION ALGÉRO-EUROPÉENNE

Lancement d'un jumelage de la Cour des comptes

Le projet de jumelage institutionnel portant sur le renforcement des capacités institutionnelles de la Cour des comptes a été lancé hier, à Alger. Financé par l'Union européenne, ce jumelage a été conclu entre la Cour des comptes algérienne et un consortium comprenant la Cour des comptes de France et le Tribunal des comptes du Portugal.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Ce jumelage vise à nous permettre de mieux maîtriser les procédures budgétaires ainsi que les mécanismes financiers. D'autant plus que nous traitons avec les plus grandes instances financières européennes et internationales», a affirmé le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa.

Selon lui, aujourd'hui, l'Algérie est en train de passer d'une gestion administrative des finances publiques vers une gestion plus économique.

De son côté, le président de la Cour des comptes algérienne, Abdelkader Benmarouf, assure que son institution s'attellera, dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique 2015-2018 et de ce jumelage, à «développer les compétences professionnelles de ses personnels, la qualité et l'efficacité des activités de contrôle, à travers notamment l'élaboration

et l'exécution d'un plan plurianuel de formation et la mise en place d'une stratégie d'audit des finances publiques à long terme». Il rappelle, à cet effet, la récente révision constitutionnelle qui a consacré l'indépendance de l'institution, affirmé son universalité sur le contrôle des deniers publics et souligné sa contribution à la promotion de la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion publique. Trois éléments qui constituent pour lui, «le fondement d'un contrôle moderne et dynamique des finances publiques».

Qualifiant ce jumelage avec l'Algérie d'«action forte», le premier président de la Cour des comptes française, Didier Migaud, affirme pour sa part que cette opération représente une «opportunité unique» pour la Cour des comptes algérienne. «Le programme compte 1,7 million euros pour 880 jours



Abderrahmane Benkhalfa, ministre des Finances.

d'interventions particulièrement à Alger. Une opération pour laquelle sont prévus 82 experts», précise-t-il avant de souligner que la Cour des comptes française est le «chef de file» de ce programme et le Tribunal des comptes du Portugal le «partenaire junior».

Conclu entre la Cour des comptes algérienne et un consortium dirigé par la Cour des comptes française et comprenant le Tribunal des comptes portugais et l'Ecole nationale

d'administration française, ce jumelage institutionnel est financé par l'Union européenne. Un projet inscrit dans le cadre de l'exécution du programme P3A en Algérie. Cette coopération entre des institutions supérieures de contrôle vise à renforcer le système national de contrôle des finances publiques et contribuer au développement de la bonne gouvernance et à l'amélioration de la qualité des politiques publiques.

Ry. N.

ILS ONT ORGANISÉ UN SIT-IN DEVANT LE SECTEUR

MILITAIRE DE BOUIRA

Les Patriotes réclament toujours une meilleure prise en charge

Encore une fois et pour faire entendre leur voix et rappeler aux responsables, tant civils que militaires, que leur situation est toujours à l'état précaire des centaines de Patriotes de la wilaya de Bouira, activant sous la bannière de la Coordination nationale des Patriotes, se sont donné rendez-vous hier devant le siège de la Wilaya, avant d'arpenter les rues en organisant une marche sous une pluie battante jusqu'au siège du secteur militaire où un sit-in était organisé, pendant qu'une délégation de quatre Patriotes était reçue par les responsables militaires.

D'après le coordinateur de wilaya, Samir Hamoudi, que nous avons accosté durant la marche, «la Coordination nationale des Patriotes a décidé d'organiser durant cette même journée des marches à travers les 26 wilayas où la coordination y est implantée et ce, afin d'interpeller les pouvoirs publics au plus haut niveau sur la légitimité de nos revendications».

Selon notre interlocuteur, la Coordination nationale des Patriotes n'a de cesse de revendiquer un statut particulier pour cette frange de la société qui avait pris son destin en mains en se joignant aux forces de sécurité pour combattre l'hydre terroriste qui avait menacé le pays dans ses fondements durant la décennie 1990.

Des dizaines de milliers de Patriotes, au total 116 000, avaient été enrôlés et ont travaillé aux côtés des éléments de l'ANP pour qui ils étaient d'une très grande utilité tant en moyens humains en combattant à leurs côtés qu'en logistique en servant d'éclaireurs mais également de guides dans les lieux où seuls les Patriotes étaient aguerris car ces endroits leur étaient familiers. Ainsi, ils déjouaient le plus souvent les calculs morbides des terroristes, en sau-



Les Patriotes n'ont de cesse de revendiquer un statut particulier.

vant des milliers de vies humaines tant militaires que civiles.

Hier donc, les Patriotes, à travers leur action coordonnée au niveau des 26 wilayas du pays, devaient rappeler aux responsables de l'ANP que les pensions versées aux Patriotes invalides et qui sont de 15 000 dinars ne suffisent plus à assurer une vie décente pour ces valeureux enfants de l'Algérie et que les pensions versées aux veuves des Patriotes, qui avaient payé de leur vie leur engagement pour l'Algérie et qui sont de l'ordre de 8 000 dinars par mois, sont également indécentes.

Cependant, l'aberration que les Patriotes dénoncent depuis bientôt 3 ans, est l'exclusion de dizaines de milliers de leurs collègues de leur droit à la retraite en tant que Patriotes à cause de certaines lois tordues qui excluent tout Patriote ayant été, avant son engagement au sein de ce corps auxiliaire, assuré auprès de la Cnas quitte à ce que cette assurance était faite dans le cadre du filet social.

Une autre exigence des plus tordues est cette condition imposée aux Patriotes de ne plus se permettre un autre travail sous peine de se voir suspendre leur pension. Une aberration quand, rappellent à chaque occasion ces Patriotes, on sait que cette loi

est appliquée uniquement pour les Patriotes alors que les gardes communaux et les rappelés du service national, n'ont jamais été inquiétés quand ils trouvent un autre emploi. Rappelons que d'après le coordinateur national des Patriotes, Ali Bouguettaya, au niveau national, ils étaient quelque 116 000 Patriotes à avoir pris les armes pour défendre la République.

Après le retour progressif de la paix dans le pays, seuls quelque 20 000 Patriotes avaient été retenus dans leurs postes alors que 86 000 autres furent «remerciés». Cependant, sur les 86 000 Patriotes libérés, seuls 9 000 dossiers avaient été jugés recevables et sur ces 9 000 dossiers, et toujours d'après le coordinateur national qui s'exprimait dernièrement, seuls 2 800 dossiers avaient été traités par la commission nationale mixte installée à cet effet. Autant dire que sur les 86 000 Patriotes libérés, quelque 77 000 Patriotes sont totalement ignorés et livrés à eux-mêmes.

Depuis plus de trois ans, la Coordination nationale des Patriotes lutte pour la prise en charge effective de tous les Patriotes qui avaient servi corps et âme la République. Alors...

Y. Y.